

Objekttyp: **Miscellaneous**

Zeitschrift: **Tracés : bulletin technique de la Suisse romande**

Band (Jahr): **130 (2004)**

Heft 09: **Investissement immobilier**

PDF erstellt am: **10.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La part **maudite**

PETIT CROQUIS DÉPLACÉ



Depuis des lustres en Suisse romande, les relations entre le monde académique et l'économie immobilière sont pratiquement inexistantes. Centrée sur le projet, la formation des architectes néglige et ignore les mécanismes d'une industrie qui exerce pourtant l'influence la plus considérable sur l'environnement construit. Courtiers et promoteurs pratiquent un ostracisme symétrique, obsédés qu'ils sont d'obtenir les simplifications réglementaires aptes à favoriser la tranquillité de leurs affaires.

Les conséquences de cette double ignorance sont hélas patentées : un parc immobilier de qualité généralement médiocre, une pénurie chronique de logements de toute catégorie, la méfiance durable de pourvoyeurs de fonds qui épongent encore les dégâts des années quatre-vingt. Entre-temps, le sol constructible se raréfie, la complexité des problèmes s'accroît, les tensions sociales deviennent aiguës et les moyens diminuent. Les erreurs du passé encombrant le maigre espace disponible, la dissolution physique s'opérant sur un temps infiniment plus long que la dissolution comptable.

Dans les écoles d'architecture, l'investissement immobilier n'est pas considéré comme un objet d'étude. Il offre pourtant une complication intellectuelle apte à stimuler tout esprit soucieux d'analyser une problématique territoriale dans le plus large spectre de ses phénomènes. Un programme de recherches territoriales tenant compte de l'économie réelle produirait des résultats mesurables, susceptibles de majorer la pertinence des solutions spatiales proposées. La curiosité manque, comme, sans doute, une connaissance fine des mécanismes de ce marché particulier.

De manière symétrique, l'économie immobilière ne peut prétendre prospérer encore longtemps sans tenir compte de l'ensemble des paramètres sociaux et territoriaux qui déterminent aujourd'hui de manière impérieuse l'acte de bâtir. À se satisfaire de n'être que la part maudite de l'architecture, elle risque de voir son champ d'activité décliner inexorablement, et ce aux dépens de l'ensemble de la société.

ÉDITORIAL